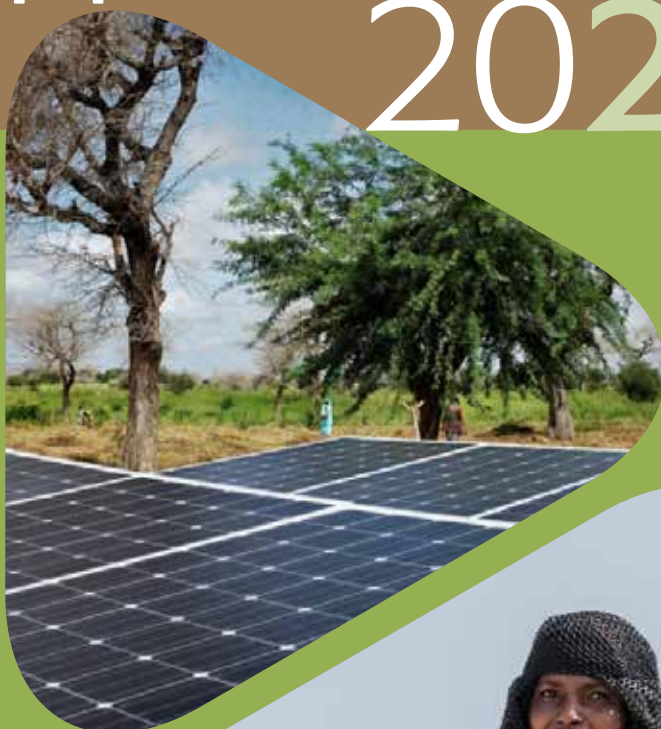


rapport annuel 2025

résumé



Association de Solidarité et Coopération Internationale

IDENTITÉ ET MISSION

LVIA cherche à promouvoir une citoyenneté responsable basée sur les principes de solidarité, à agir efficacement pour promouvoir le changement, et à soutenir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les peuples afin de construire un monde plus juste et uni. Une société globale dans laquelle la dignité de chaque personne est sauvegardée et promue, dans laquelle chaque individu peut jouir des libertés fondamentales, avoir accès aux ressources et aux services, avoir la possibilité de vivre dans un environnement sain et d'améliorer sa qualité de vie sous tous ses aspects. Une société globale dans laquelle chaque individu et toutes les communautés ont le droit à l'autodétermination, dans le respect des droits culturels des autres peuples et de chaque homme et femme sur terre.

En 2025, pour répondre aux objectifs de sa mission, la LVIA a mené des interventions de développement et d'urgence dans 10 pays d'Afrique subsaharienne et en Italie, tout en travaillant sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, la promotion de la citoyenneté active, la compréhension inter-culturelle et l'inclusion sociale.

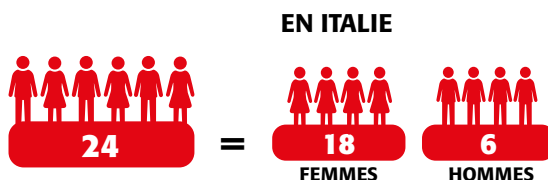
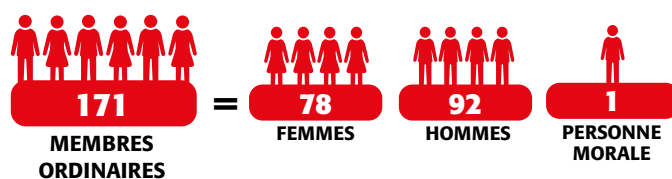
En 2025, les investissements dans les projets de coopération, l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et l'aide humanitaire en Afrique et en Italie se sont élevés à **9 988 042 EUR**, soit une part égale à **96,53 %** des dépenses. Ces investissements ont permis d'obtenir des résultats concrets en améliorant les conditions de vie de **715 927 personnes** :

- **44 800 personnes** (30 873 femmes, 13 927 hommes) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions pour des Systèmes Alimentaires Durables ;
- **89 729 personnes** (41 434 femmes, 40 076 hommes, 8 218 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions d'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- **389 120 personnes** (188 204 femmes, 188 386 hommes et 12 530 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions sur l'approvisionnement en énergie et l'environnement ;
- **149 653 personnes** (41 542 femmes, 36 168 hommes et 71 943 children/enfants) ont des conditions de vie améliorées grâce aux interventions humanitaires et aux activités de lutte contre la malnutrition ;
- **39 672 personnes** (27 134 femmes, 8 632 hommes et 3 906 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions d'inclusion socio-économique ;
- **1 788 personnes** (1 052 femmes, 701 hommes et 35 enfants) ont été impliquées dans des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et de citoyenneté active.

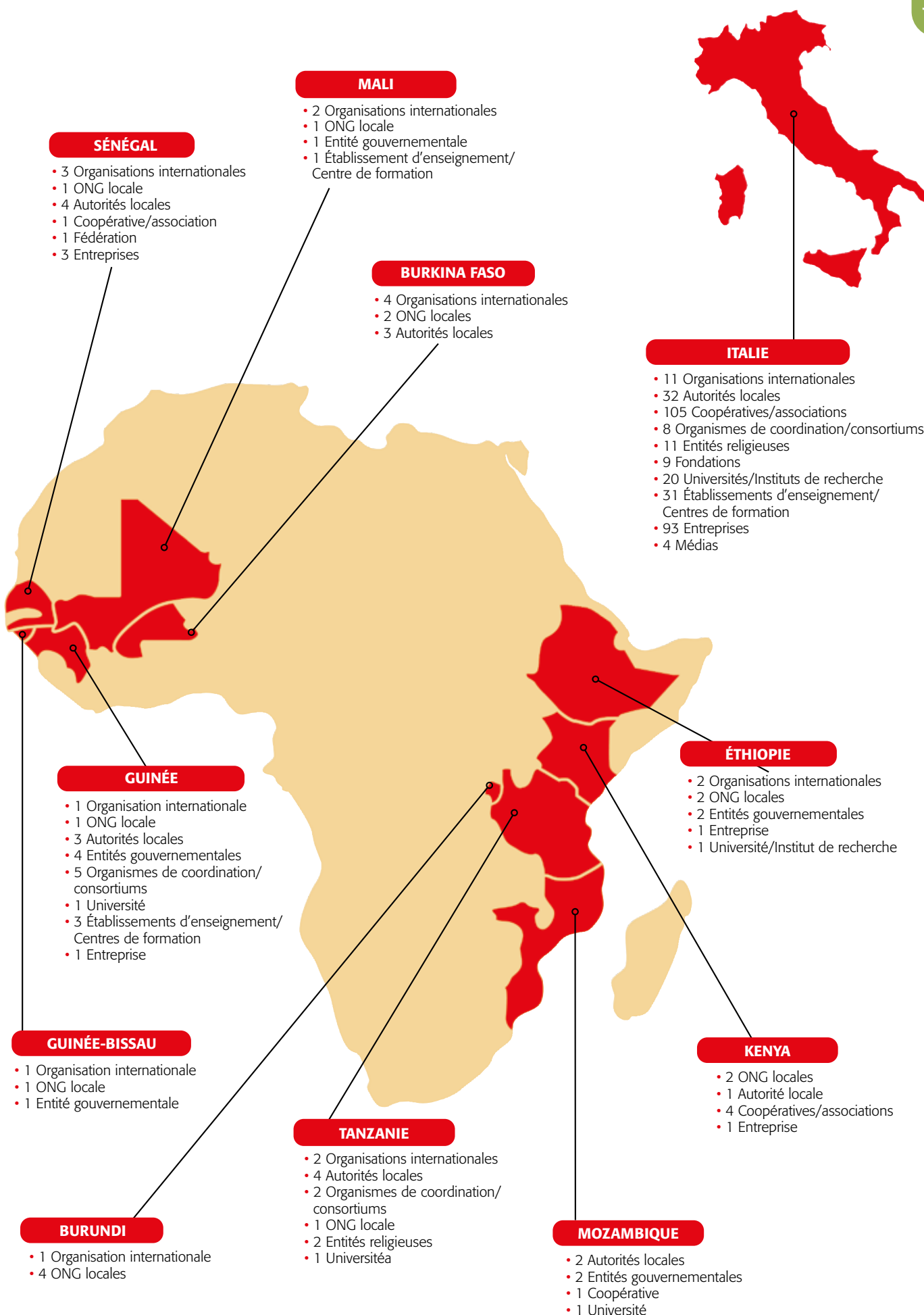
Les ressources allouées aux actions de développement représentaient **80 %** des investissements dans les pays, contre **20 %** pour les interventions humanitaires. Toutes les interventions ont été menées dans un souci de durabilité et de bénéfices futurs permanents.

Grâce aux activités de communication, **57 244 personnes** ont été touchées via les réseaux sociaux de la LVIA, et des centaines de milliers de personnes à travers les activités des médias de masse (site web, newsletter, presse, TV, etc.).

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA LVIA : COMPOSITION ET CHIFFRES



ROLES	
RESPONSABLE/REPRÉSENTANT PAYS	8
COORDINATION DE PROJET	13
ADMINISTRATION	27
TECHNICIEN	50
ANIMATEUR COMMUNAUTAIRE	26
LOGISTICIEN	6
GARDIEN / CHAUFFEUR / AUTRE	55



ORGANISMES DE FINANCEMENT POUR LES ACTIVITÉS EN ITALIE ET EN AFRIQUE

	73
 ORGANISATIONS INTERNATIONALES	2
 AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES	6
 AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES	14
 FONDATIONS	10
 INSTITUTIONS RELIGIEUSES	3
 UNIVERSITÉS	2
 ENTREPRISES/AUTRES	36

NOS PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS

 ORGANISATIONS INTERNATIONALES	• Action AID - ESC • PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)
 AGENCES ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX	• 8x1000 Présidence du Conseil des ministres • AICS - Agence italienne pour la coopération au développement • Enabel - Agence belge de développement • MAECI - Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale • Ministère de l'Intérieur • Union européenne
 RÉGIONS ET AUTORITÉS LOCALES	• Région Émilie-Romagne • Région Piémont, Municipalité de Borgo San Lorenzo • Municipalité de Castelbuono • Municipalité de Cesena • Municipalité de Cuneo • C.C.I.A.A. Cuneo (Chambre de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture de Cuneo) • Municipalité de Dronero • Municipalité de Florence • Municipalité de Forlì • Municipalité de Moncalieri • Municipalité d'Orbassano • Municipalité de Piossasco • Municipalité de Rivalta di Torino
 FONDATIONS	• Fondazione Compagnia di SAN PAOLO • Fondazione CRC • Fondazione CRT • Fondazione Mediolanum • Fondazione Nexus • Fondazione Specchio dei Tempi • Con I Bambini Social Enterprise • Kinder in Not • Il Mondo di Chicca • Novara Center
 ORGANISMES RELIGIEUX	• Archidiocèse de Turin • CEI - Conférence épiscopale italienne • Église vaudoise - Union des Églises méthodistes et vaudoises
 UNIVERSITÉS	• Université de Turin • Université de Bologne

ACTIVITÉS EN ITALIE

Les activités en Italie sont menées grâce à l'engagement du personnel travaillant dans les différents bureaux opérationnels de la LVIA, ainsi que des groupes et organisations locaux dans plusieurs régions. Les principaux domaines de notre travail sont :

CITOYENNETÉ ACTIVE • En nous adressant principalement aux jeunes, mais sans nous y limiter, nous promouvons la participation des citoyens à la vie civique du pays. Cette participation, bien que parfois exigeante, est cruciale pour impulser le changement. L'égalité des chances, l'éducation et l'esprit critique sont des ingrédients fondamentaux pour forger ses propres convictions et agir pour le bien commun.

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE • En utilisant des méthodologies innovantes liées à l'éducation non formelle et au ludo-éducatif (edutainment), nous donnons aux jeunes les outils pour comprendre les phénomènes contemporains complexes (tels que la mondialisation, le changement climatique et les migrations) et leurs interdépendances. Nous travaillons dans les écoles de tous niveaux, en concevant des parcours pédagogiques interdisciplinaires qui développent la citoyenneté active et les compétences interculturelles, tout en stimulant la pensée critique.

INCLUSION ET COHÉSION SOCIALE • Nous sommes actifs dans plusieurs périphéries urbaines et zones défavorisées, en promouvant des initiatives pour renforcer les réseaux sociaux et les partenariats public-privé. Ces efforts visent à favoriser une inclusion durable pour les personnes à risque d'exclusion sociale et à renforcer la cohésion sociale des communautés. Ces dernières années, nous nous sommes également engagés à lutter contre la pauvreté éducative chez les mineurs confrontés au décrochage scolaire précoce ou à d'autres parcours éducatifs difficiles.

ACTIVITÉS D'INTERCULTURE ET D'ECM (ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE)

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES TOUCHÉES



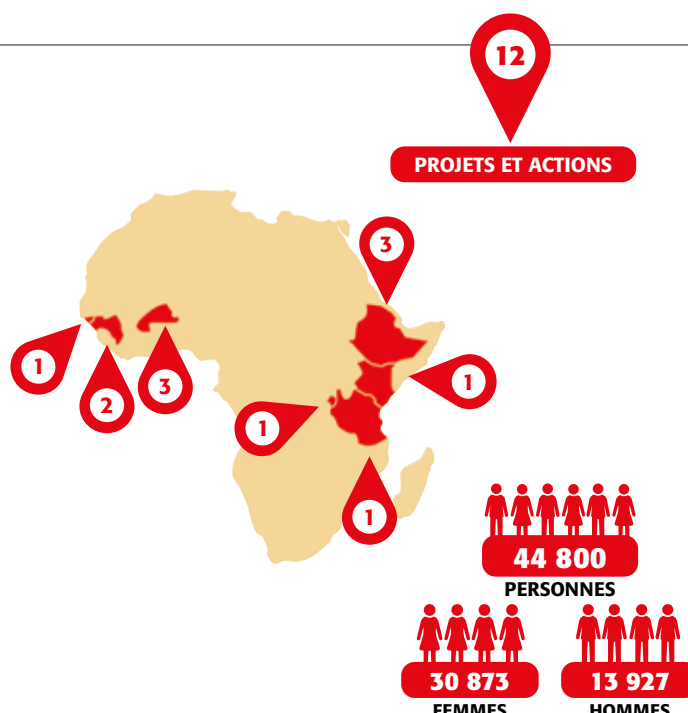
INFORMATION ET SENSIBILISATION • Nous communiquons pour que les individus, la société civile et les institutions publiques et privées prennent conscience des enjeux et collaborent pour trouver de nouvelles approches d'action. Notre priorité porte sur les droits de l'homme, les causes profondes de la pauvreté et l'engagement en faveur de la transition.

OUTILS

Site web : 21 104 visiteurs
Facebook : 6 489 abonnés
Instagram : 2 023 abonnés
Bulletin d'information : 17 678 destinataires
Magazine imprimé : 10 300 destinataires



Marco Simoncelli©



Le nouveau Rapport mondial sur les crises alimentaires indique qu'en 2025, pas moins de 266 millions de personnes dans 47 pays et territoires étaient touchées par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Parallèlement, des systèmes de relations internationales de plus en plus transactionnels se concentrent sur des modèles économiques et des investissements infrastructurels qui ne prennent pas suffisamment en compte la nécessité de "ne laisser personne de côté". Seule une transformation vers des systèmes alimentaires plus résilients et durables peut relever ce défi.

Tout au long de l'année 2025, la LVIA a mis en œuvre des actions sur les systèmes alimentaires durables dans sept pays africains, touchant environ 45 000 participants. De plus, deux campagnes nationales de sensibilisation en Guinée-Bissau et en Guinée pour promouvoir le riz de mangrove et les légumes indigènes africains (AIV) ont atteint 390 000 citoyens.

Les interventions menées apportent à la fois une réponse immédiate pour soutenir les groupes hautement vulnérables — tels que les personnes déplacées au Burkina Faso et les femmes survivantes de violences en Éthiopie — et une vision à moyen et long terme de soutien structurel à des filières agroalimentaires spécifiques, l'agroécologie servant de paradigme central. Ces filières comprennent la riziculture de mangrove en Guinée-Bissau, les légumes indigènes africains (AIV) en Guinée, en Tanzanie et au Burkina Faso, le réseau de centres de services ruraux au Burundi et la culture céréalière en Éthiopie.

Notamment, la collaboration avec les institutions éducatives s'est renforcée, avec 4 écoles au Kenya et 3 en Éthiopie qui ont lancé des parcours intégrés allant de la production maraîchère à la gestion des cantines scolaires. De plus, l'énergie solaire est de plus en plus intégrée au secteur agroalimentaire, avec notamment la mise en service de nombreuses petites décortiqueuses de riz en Guinée-Bissau, l'électrification de 29 centres de services ruraux au Burundi et l'équipement de parcelles maraîchères avec des pompes d'irrigation solaires en Éthiopie et au Burkina Faso.

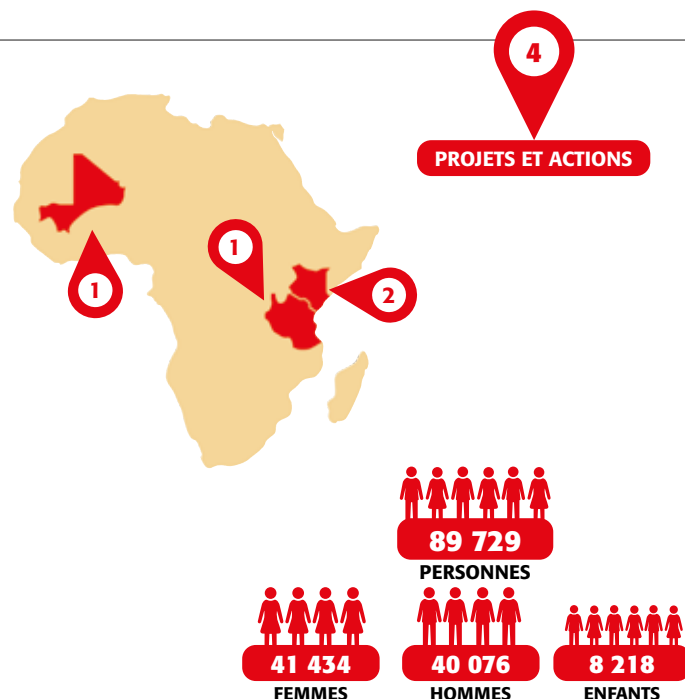
L'approche méthodologique de la LVIA garantit que les producteurs, les communautés rurales, les entités publiques et les PME bénéficient d'une formation et d'une orientation continues grâce à une assistance technique et managériale de proximité. En 2025, 108 organisations ont reçu un soutien permanent et de proximité. De plus, cette assistance a bénéficié à 885 groupes de femmes — les "Groupes d'Appui au Soutien des Activités Nutritionnelles" (GASPA) — qui rassemblent 11 680 femmes dans 115 villages au Burkina Faso, ainsi qu'à 244 personnes, dont des jeunes et des femmes survivantes de violences, qui ont participé à des parcours de coaching, de formation professionnelle et d'intégration socio-professionnelle.

En Guinée-Bissau, le programme quinquennal de promotion de la riziculture de mangrove s'est achevé par le lancement de deux petites rizeries, l'installation de 9 points de décorticage supplémentaires, le soutien aux entrepreneurs de la logistique et du transport, et une conférence internationale sur la filière du riz de mangrove en Afrique de l'Ouest. Au Burkina Faso et en Guinée, deux nouvelles initiatives ont été lancées, axées sur le développement agroalimentaire, la diversification et l'agroécologie, associées à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi des jeunes.

La recherche appliquée soutenue par la LVIA a finalisé 5 études couvrant la production de farine fortifiée au Burundi, les facteurs socio-économiques en Guinée, la valeur nutritionnelle au Kenya et les légumes indigènes en Tanzanie, parallèlement à la publication d'un livre de recettes et d'un manuel de conservation en Guinée. Enfin, la LVIA participe au dialogue politique en Europe et s'engage activement au sein d'Azione TerrAE (Coalition pour la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest) pour défendre un modèle de développement alternatif à travers des activités d'expérimentation, de formation et de diffusion.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Archive LVIA ©



Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau place le lien entre l'égalité des sexes et l'accès à l'eau au cœur de ses préoccupations. Plus de 2 billion de personnes continuent de vivre dans une insécurité hydrique sévère, et les femmes et les filles en paient le prix fort : chaque jour, elles passent collectivement environ 250 millions d'heures à aller chercher de l'eau, ce qui prive d'un temps précieux pour l'éducation et le travail. Dans 41 pays, 10 millions d'adolescentes manquent l'école ou le travail en raison d'installations sanitaires inadéquates. Malgré cela, seul un travailleur sur cinq dans le secteur de l'eau est une femme, ce qui reflète une grave sous-représentation dans les processus de décision.

Le rapport appelle à une gouvernance inclusive et à un financement sensible au genre ; cependant, sur le front des ressources, la situation globale s'est dégradée. L'Aide publique au développement (APD) a enregistré une baisse brutale de 6,1 % en 2024 et de 23,1 % en 2025, et une nouvelle réduction de 5,8 % est attendue en 2026. Le secteur WASH fait face à des coupes potentielles comprises entre 35 % et 53 %. À cela s'ajoute un glissement de l'aide sous forme de dons vers des instruments de financement mixte, ce qui restreint la flexibilité requise pour les interventions structurelles à long terme.

Dans ce contexte, les initiatives de la LVIA en Afrique subsaharienne, ainsi que ses efforts de mise en réseau, de communication et de plaidoyer, deviennent encore plus précieux. En 2025, les interventions promues par la LVIA en Afrique subsaharienne ont permis de fournir un accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène à 89 729 personnes dans 3 pays.

Infrastructures d'eau au Kenya et en Tanzanie au bénéfice de 25 025 personnes : Dans le comté d'Isiolo, au Kenya, la LVIA a réhabilité 3 systèmes d'approvisionnement en eau. À l'école primaire de Ntalabany, le forage a été restauré et un système solaire a été installé pour faire fonctionner les pompes, au bénéfice de 380 élèves et enseignants. Le forage de la communauté de Mabatini, dans le district de Burat, a été réactivé en remplaçant la pompe et le moteur, en réparant le réservoir endommagé par les inondations et en installant un onduleur, rétablissant ainsi pleinement l'accès à l'eau pour 1 624 per-

sonnes. De même, le forage de Boji dans le district de Kinna a été réhabilité en remplaçant des composants mécaniques au bénéfice de 1 020 résidents. En Tanzanie, dans le cadre du projet Kijani Pemba, des raccordements d'eau et des systèmes de stockage ont été installés dans 3 zones de la ville de Chake-Chake, améliorant l'accès à l'eau propre dans les écoles, les centres de santé, les marchés et les espaces publics pour 22 000 membres de la communauté.

Infrastructures d'assainissement et d'hygiène en Tanzanie et au Mali au bénéfice de 54 643 personnes : En Tanzanie, 3 blocs de toilettes à chasse d'eau (et non des latrines sèches) ont été construits dans des hôpitaux et des espaces publics, ainsi que 3 stations de lavage des mains dans des centres de santé et des marchés, améliorant les conditions d'hygiène tant au niveau communautaire qu'au sein des services de santé. À Bamako, au Mali, le projet ALIS a financé la construction de 2 450 mètres de canaux de drainage des eaux pluviales dans trois quartiers, ainsi que 100 puisards d'eaux usées domestiques dans passe cinq quartiers, réduisant les risques sanitaires liés aux eaux stagnantes et à la dégradation de l'environnement dans les zones périurbaines.

Formation, renforcement des capacités et sensibilisation : La formation et le renforcement des capacités ont accompagné toutes les activités d'infrastructure. En Tanzanie, 42 membres d'organisations de la société civile ont participé à trois programmes de formation couvrant les pratiques WASH, l'inclusion et l'égalité des sexes, les préparant à mener des campagnes de sensibilisation indépendantes. Au Kenya, les comités de gestion de l'eau de Mabatini et Boji ont reçu une formation technique et managériale pour assurer l'autonomie opérationnelle et la durabilité à long terme des systèmes réhabilités. Enfin, une campagne radio menée dans le comté d'Isiolo a promu les bonnes pratiques d'hygiène et communiqué sur les risques liés aux inondations, atteignant 10 000 personnes parmi les communautés les plus vulnérables afin de renforcer leur préparation face aux événements climatiques extrêmes.

Marco Simoncelli©



L'année 2025 a été une période de transformation majeure pour l'Afrique, marquée par une polycrise alimentée par le changement climatique, la croissance démographique et l'instabilité des marchés de l'énergie. Dans les zones d'intervention de la LVIA, la hausse des températures et la modification des régimes de précipitations ont aggravé la désertification et la rareté des ressources. Dans le même temps, la baisse des coûts des énergies renouvelables et des politiques régionales ambitieuses ont favorisé une transition énergétique décentralisée, offrant un accès à l'énergie moins dépendant de réseaux nationaux inefficaces.

En 2025, les interventions de la LVIA dans le secteur de l'environnement et de l'énergie ont impliqué directement près de 390 000 personnes dans 7 pays, transformant les défis environnementaux en opportunités d'autonomisation sociale et économique.

Développement d'infrastructures dans 3 pays (47 767 bénéficiaires) : À Pemba, en Tanzanie, 3 points de collecte des déchets et 1 installation de stockage des déchets médicaux ont été construits à l'hôpital de Chake Chake, bénéficiant à 47 707 résidents. Au Sénégal, 1 kiosque de vente et 1 centre de production mécanisé de briquettes de charbon de biomasse ont été établis pour 60 membres de Groupements d'Intérêt Économique (GIE). Au Mozambique, les efforts se sont concentrés sur la conception d'infrastructures circulaires et de systèmes énergétiques hors réseau pour Meconta et Nacala Porto.

Distribution d'équipements dans 5 countries/pays (29 133 bénéficiaires) : En Tanzanie, la LVIA a distribué 14 230 foyers améliorés dans le district de Kongwa, réduisant drastiquement la consommation de bois de chauffage. Au Burundi, 920 équipements de compostage ont été livrés à 1 553 membres de coopératives, ainsi que 160 kits de sensibilisation à l'économie circulaire agricole. Au Mali, 20 mototricycles de collecte des déchets et 25 kits de nettoyage scolaire ont amélioré l'assainissement urbain pour 13 150 personnes à Bamako. Au Burkina Faso, 5 coopératives ont reçu 4 broyeurs de plastique et des mototricycles, tandis qu'au Sénégal, 1 broyeur de plastique et du matériel de collecte ont été fournis à 2 GIE.

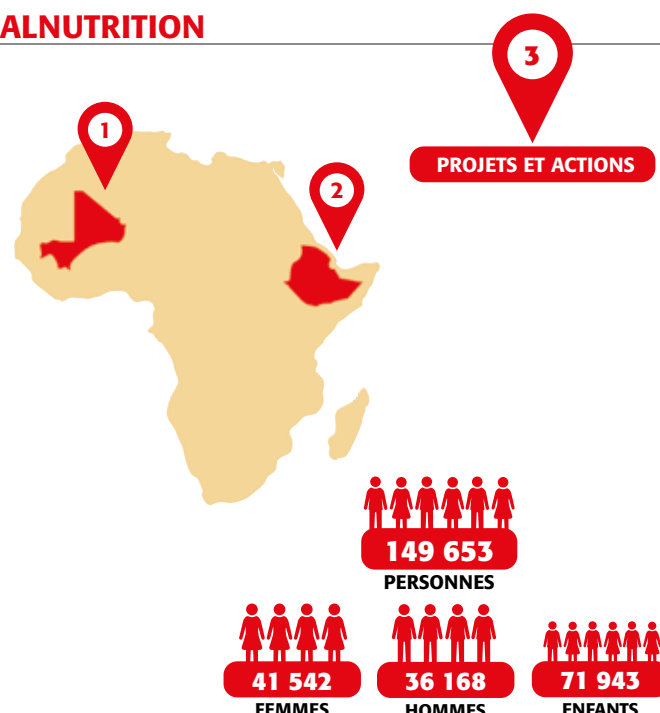
Formation technique et assistance dans 5 pays (1 139 bénéficiaires) : Les formations sur l'économie circulaire et le marketing vert ont touché 190 micro-entrepreneurs et participants à des ateliers au Sénégal. Au Burundi, 624 membres de coopératives ont été soutenus dans l'adoption de pratiques circulaires, tandis que 103 parties prenantes au Mozambique ont été formées au suivi énergétique. En Tanzanie et au Mali, 102 membres du personnel, animateurs et représentants de la société civile ont reçu une formation sur la gestion des déchets et le suivi environnemental.

Éducation environnementale et sensibilisation (plus de 325 000 personnes touchées) : En Guinée, 3 émissions de télévision sur la gestion des déchets et l'engagement des étudiants ont atteint 259 000 citoyens. Des campagnes de sensibilisation ont touché 23 364 personnes sur les marchés de Pemba (Tanzanie), 9 200 étudiants au Mali et 21 072 personnes via la radio et des podcasts au Sénégal. À Thiès, des caravanes itinérantes et des événements d'entrepreneuriat ont rassemblé plus de 3 700 participants, tandis que le théâtre interactif a sensibilisé 1 430 personnes à Bujumbura (Burundi).

Microfinance & Gouvernance : Les actions de microfinance ont soutenu des startups circulaires au Sénégal et 5 coopératives de recyclage de plastique au Burkina Faso. Concernant la gouvernance, la LVIA a soutenu les Plans municipaux de gestion des déchets dans 6 municipalités au Burkina Faso. Au Burundi et au Mozambique, des études sur les effluents industriels et les vulnérabilités énergétiques ont impliqué 858 personnes pour garantir des interventions participatives et basées sur des données. Enfin, l'application "Circular Market" au Sénégal a été mise à niveau pour soutenir un réseau de 182 entreprises durables.

ACTION HUMANITAIRE ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Marco Simoncelli©



En 2025, l'Afrique a connu une année dramatiquement marquée par des conflits s'étendant du Sahel à la Corne de l'Afrique, et du Congo au Soudan, avec des répercussions humanitaires affectant des dizaines de millions de personnes. Dans de nombreuses régions, la violence fait désormais partie du quotidien, tandis que la fragilité des gouvernements et les crises climatiques ont aggravé une situation déjà complexe. Ces conflits sont profondément imbriqués avec le changement climatique, la fragilité politique et la concurrence pour des ressources de plus en plus rares. Partout, le défi reste le même : protéger les communautés les plus vulnérables et travailler à leurs côtés pour construire des voies vers la résilience et la cohésion sociale dans des contextes où la paix semble de plus en plus lointaine.

Au Sahel, la situation est restée critique. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les groupes djihadistes ont continué à progresser, capitalisant sur les vides institutionnels et la faiblesse des armées nationales. Les attaques contre les villages, les barages routiers et les sièges de villes stratégiques (telles que Bamako) continuent de contraindre des milliers de familles à fuir. La crise climatique — qui se manifeste par des sécheresses, des inondations, de mauvaises récoltes et la concurrence pour l'eau —, combinée à l'isolement politique et au ralentissement économique mondial, a encore affaibli une région déjà poussée à ses limites.

Dans la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie a continué de faire face à une grave instabilité. Malgré la fin formelle de la guerre au Tigré, de nouvelles violences ont éclaté dans les régions d'Amhara et d'Oromia, marquées par des affrontements entre l'armée, des milices locales et des groupes armés. Des millions de personnes restent déplacées, tandis que les sécheresses et les inondations ont gravement accentué la crise alimentaire.

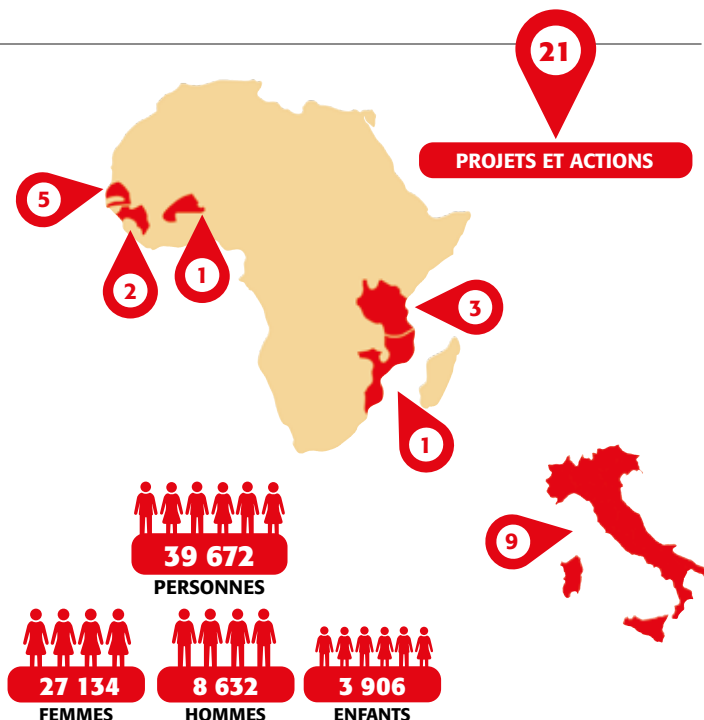
Dans ces contextes d'urgence, la LVIA est intervenue à travers trois projets (deux en Éthiopie et un au Mali) pour soutenir les communautés les plus vulnérables. L'objectif était d'apporter un soulagement immédiat tout en renforçant les capacités de résilience et la cohésion sociale, au bénéfice de 149 653 personnes, dont 41 542 femmes et 71 943 enfants.

En Éthiopie, dans la région de l'Afar, à travers les woredas d'Ewa, Yallo, Dawe Kachen, Sawena et Rayitu, des outils agricoles, des semences et des aliments pour le bétail ont été distribués à plus de 4 000 familles d'agriculteurs et d'éleveurs. Cela a fait suite à une étude approfondie menée pour analyser le fonctionnement des marchés locaux et identifier les ménages les plus vulnérables parmi les personnes déplacées internes (PDI) et les communautés d'accueil. De plus, 2 650 familles ont été soutenues par des transferts monétaires et des activités génératrices de revenus. En collaboration avec les services techniques du gouvernement, deux campagnes de vaccination du bétail ont été organisées, et 120 agents communautaires ainsi que 24 cliniques vétérinaires ont reçu des kits et des formations pour améliorer les services de santé animale.

Au Mali, les activités de la LVIA se sont concentrées sur la région de Douentza, spécifiquement au sein de deux municipalités. Ici, quatre centres de santé communautaires ont été réhabilités et équipés de nouvelles fournitures médicales, un système d'adduction d'eau potable rurale à petite échelle a été construit dans un village accueillant des familles déplacées, et des formations ont été dispensées aux infirmiers, aux sages-femmes traditionnelles, aux agents de santé communautaires et — dans vingt villages — aux "Groupes de Soutien aux Activités Nutritionnelles" (GSAN). De plus, une campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles et d'hygiène a été menée, touchant plus de 5 000 jeunes mères.



Marco Simoncelli©



L'inclusion sociale et professionnelle des personnes vulnérables est un défi central tant en Afrique qu'en Europe, bien que dans des contextes très différents. En Europe, où existent des systèmes de protection sociale consolidés, les vulnérabilités sont principalement liées au chômage de longue durée, aux migrations, au handicap et à la marginalisation urbaine. L'inclusion est soutenue par des politiques publiques, des parcours de formation et des instruments de protection sociale active, mais des barrières culturelles et des obstacles à l'accès au marché du travail persistent. Dans ce cadre, le tiers secteur joue un rôle croissant dans la promotion de modèles inclusifs et durables.

En Afrique, les vulnérabilités sont souvent liées à une pauvreté généralisée, à un accès limité à l'éducation et aux soins de santé et, dans certaines zones, à l'instabilité politique. L'inclusion professionnelle se développe principalement au sein de l'économie informelle, qui offre des opportunités mais peu de protections. Ces dernières années, les programmes de micro-finance, les coopératives et la formation professionnelle — en particulier pour les femmes et les jeunes — ouvrent de nouvelles perspectives.

Dans les deux contextes, on note également un engagement croissant des entreprises, qui adoptent des pratiques de responsabilité sociale pour faciliter l'accès au travail des personnes défavorisées. Cependant, ces initiatives doivent être intégrées à des politiques publiques robustes et à une collaboration entre les institutions, le secteur privé et la société civile. De plus, l'implication des communautés locales est fondamentale : les projets donnent de meilleurs résultats lorsqu'ils sont participatifs et construits avec les bénéficiaires. L'éducation, la formation et le travail décent restent les facteurs clés, servant d'outils d'autonomie et d'inclusion.

En 2025, les activités d'inclusion ont impliqué 39 672 personnes dans 5 pays africains et en Italie, à travers 21 projets visant à lutter contre la marginalisation.

En Italie, où 9 projets d'inclusion sociale ont été mis en œuvre, des activités de soutien éducatif ont été promues pour lutter contre la pauvreté éducative, aux côtés d'initiatives sportives et environnementales pour les jeunes.

De plus, des parcours d'autonomisation (empowerment) ont été lancés pour les femmes issues de l'immigration, ainsi que des initiatives de participation civique, ciblant particulièrement les jeunes.

En Afrique, les interventions ont inclus la modernisation des structures et des services : en Tanzanie, le foyer Nyerere pour filles à Kongwa a été rénové, tandis qu'au Sénégal, la *Petite Maison Rose* a été créée pour les enfants de jeunes mères célibataires. De plus, 12 écoles ont été rénovées au Sénégal et au Burkina Faso, incluant la fourniture de matériel, le soutien aux cantines scolaires, la création de jardins potagers scolaires et l'accès à l'eau.

En Guinée, les activités de soutien éducatif se sont poursuivies au sein des centres de lecture locaux, tandis qu'au Mozambique et à Conakry, des sessions de formation ont eu lieu sur l'égalité des sexes, l'éducation civique et les activités scolaires. Sur l'île de Pemba, le projet a impliqué les communautés, les autorités et la société civile dans des processus de planification urbaine participative. En Tanzanie, les activités de lutte contre la malnutrition se sont poursuivies, comprenant des formations sur la nutrition, le genre et l'horticulture durable.

Au Sénégal, des parcours d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat ont été lancés, offrant des stages, un soutien aux entreprises locales et l'ouverture du *Bureau d'Orientation Locale pour l'Emploi* (BOLE) à Thiès Ouest. Une collaboration a également été initiée avec la municipalité de Cuneo pour l'échange de bonnes pratiques. Les initiatives ont également inclus le soutien à une coopérative de femmes avec une machine de torréfaction de café et la formation de 12 femmes à la maintenance de systèmes d'énergie solaire.

À Conakry, les échanges de jeunes et les réseaux d'entrepreneuriat social ont été renforcés. Enfin, en Tanzanie, la collaboration avec l'Université de Turin a produit une étude sur la vulnérabilité, mettant en évidence la contribution des groupes marginalisés à l'éco-résilience urbaine à Pemba, et a conduit à l'élaboration de deux Plans urbains stratégiques participatifs.

NOS CHIFFRES

REVENU

€ 10.350.267

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9 947 017
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 400 146
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 3 104

DÉPENSES

€ 10.347.456

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9 988 042
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 179 390
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 180 022

SOURCES DE FINANCEMENT

INSTITUTIONS PUBLIQUES

• AICS - Agence italienne de coopération au développement	€ 5 518 307,51
• Administrations publiques italiennes	€ 220 148,07
• Union Européenne	€ 2 804 508,94
• Nations Unies	€ 0
• Administrations publiques étrangères	€ 159 183,21
TOTAL	€ 8 702 147 , 73

INSTITUTIONS PRIVÉES

• Institutions privées et religieuses italiennes	€ 408 679 , 05
• Organisations à but non lucratif	€ 400 314 , 03
• Institutions privées étrangères	€ 351 852 , 61
TOTAL	€1 160 845 , 69

INVESTISSEMENTS PAR PAYS

BURKINA FASO	€ 374 689 , 65
BURUNDI	€ 1 023 578 , 95
ÉTHIOPIE	€ 2 914 501 , 22
GUINÉE BISSAU	€ 1 170 176 , 25
GUINÉE	€ 408 635 , 57
KENYA	€ 208 220 , 79
MALI	€ 757 580 , 63
MOZAMBIQUE	€ 257 012 , 77
SENEGAL	€ 522 997 , 42
TANZANIE	€ 1 518 635 , 24
ITALIE	€ 461 794 , 23

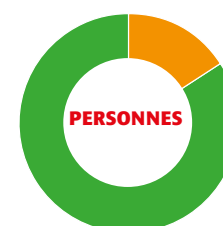
COÛTS DE GESTION DE PROGRAMMES EN ITALIE ET DES BUREAUX LOCAUX	€ 370 219 , 89
TOTAL	€9 988 042 , 61

PARTICIPANTS PAR PAYS

PAYS	DESTINATAIRES	FEMMES	HOMMES	ENFANTS
BURUNDI	18 205	9 439	8 766	0
BURKINA FASO	17 382	1 222	13 883	2 277
ETIOPIA	10 229	4 910	5 319	0
GUINÉE BISSAU	1 640	984	656	0
GUINÉE	381 401	177 376	190 654	13 371
KENYA	2 734	1 226	1 508	0
MALI	106 952	42 869	51 582	12 500
MOZAMBIQUE	4 667	2 379	2 288	0
SENEGAL	28 159	13 551	13 715	893
TANZANIE	135 706	58 275	77 431	0
ITALIE	8 852	3 729	4 322	801
TOTAL	715 927	315 960	370 124	29 842



● DÉVELOPPEMENT	€ 7 893 481	80 %
● ACTION HUMANITAIRE	€ 1 969 512	20 %
TOTAL	€ 9 862 994	



● DÉVELOPPEMENT	564 409	79 %
● ACTION HUMANITAIRE	151 518	21 %
TOTAL PERSONNES	715 927	

Le bilan 2025 complète est disponible sur le site internet de LVIA www.lvია.it



« Avant, nous étions déplacées et sans emploi ; tous nos biens avaient été pillés, et nous restions à la maison toute la journée sans rien faire. Aujourd'hui, grâce au soutien et à la formation reçus du projet LVIA, nous gérons un magasin de commerce général en coopérative. Nos vies se sont nettement améliorées. Si l'entreprise continue de croître, chacune d'entre nous pourrait avoir sa propre boutique à l'avenir. Sans ce soutien, nous n'aurions pas vu un tel changement, et maintenant nous pouvons enfin travailler et vivre. »

Fatuma Mohammed
Commerçante à Chifra, Éthiopie



« Nous avons reçu une excellente formation à travers le projet Diverse Food System pour apprendre à cultiver et à produire des semences de qualité. J'ai immédiatement mis en pratique ce que j'ai appris : j'ai partagé les semences de légumes indigènes africains avec d'autres agriculteurs et j'ai vendu les surplus, ce qui m'a permis de générer un revenu. Aujourd'hui, tout le district cultive ces légumes traditionnels, qui sont extrêmement nutritifs et riches en bienfaits. »

Charles Chama Mahanga
Multiplicateur de semences à Dodoma,
Tanzanie

RAPPORT ANNUEL 2025 - Résumé

Rédaction : Elisabetta Andreis, Giovanni Armando, Cristina Baudino, Andrea Bessone, Luisella Calcagno, Streng Cerise, Sara Dottarelli, Giulia Gazzaniga, Nicoletta Gorgerino, Ester Graziano, Silvana Merlo, Stefano Plescan, Isabella Pomerio, Giulia Puppini, Italo Rizzi, Ilaria Salerno, Maurizia Sandrini, Alberto Valmaggia et les Représentants/Responsables nationaux LVIA.

Propriété de : LVIA • Associazione Internazionale Volontari Laici
Via Mons. D. Peano, 8/b • 12100 Cuneo • tél. +39 0171.696975 • lvia@lvia.it • www.lvia.it • CCP 14343123

Graphisme : zazi • Torino

Tribunal de Cuneo Enregistrement n. 245, 8/10/1970 • ROC: 33218



Soixante ans après sa fondation, la LVIA-Service pour la Paix continue de semer la PAIX et de promouvoir la justice à travers le monde, restant fidèle à ses valeurs fondatrices et avec un engagement renouvelé pour le présent et l'avenir, comme détaillé dans le Bilan Social."

Alberto Valmaggia, Président LVIA



LVIA • Siège social
Via Mons. D. Peano, 8b
12100 Cuneo
tél. +39 0171.696975
lvia@lvia.it

LVIA • Succursale
Via Borgosesia, 30
10145 Torino
tél. +39 011.7412507
italia@lvia.it

www.lvia.it

LVIA Burkina Faso
Rue Luili Pendé n° 256
01 BP 783
Ouagadougou 01
tél. +226.25363804
rp.burkinafaso@lvia.it
Autre bureau :
Koudougou

LVIA Burundi
Avenue septembre numéro 6
Rohero 1 • B.P. 198
Bujumbura
tél. + 257.72326000
tél. + 257.22242124
coordinationburundi@lvia.it

LVIA Éthiopie
Addis Abeba office
Yeka Sub-city
Woreda N.8
P.O. Box 102346
Addis Ababa
tél. +251(0)116622183
country.rep.et@lvia.it
Autre bureau :
Ginir Office
House No. 1521
Kebele Ganda Gara
Ginir Town - East Bale Zone
Oromia Region
Chifra Office
House No. New - Kebele 01
Chifra Woreda

Zone 1 (Awsi Rasu)
Afar Region
Assela Office
House No. 225 - Kebele 06
Assela Town
Arsi Zone Oromia Regional State

LVIA Guinée Bissau
Bissorã, Cafal
tél. +245.955949714
rp.guineabissau@lvia.it

LVIA Guinée
Quartier Wareya,
Commune de Lambanyi
Conakry
tél. +224.629 320 585
rp.guinea@lvia.it

LVIA Kenya
P.O. Box 1684
60200 Meru
tél. +254.721.625798
cr.kenya@lvia.it
Autre bureau :
c/o Diocese of Isiolo

LVIA Mali
Quartier Magnabougou
Faso Kanu
BP E 3442 Bamako
tél. +223.76271428
tél. +223.66271428
rp.mali@lvia.it

LVIA Mozambique
c/o Caritas Moçambique
Rua da Resistencia 1175
Maputo
tél. +258.21419933
tél. +258.874565791
rp.mozambico@lvia.it
Autre bureau :
c/o Caritas
Rua Pave
Nacala-Porto

LVIA Senegal
R.te de Khombole
B.P. 262 A - Thiès
tél. +221.339521928
rp.senegal@lvia.it

LVIA Tanzanie
P.O.BOX 160
KNG/MNY-SH/135
Kongwa, Dodoma
tél. +255.621023629
cr.tanzania@lvia.it
Autre bureau :
Pemba
Mkungu Malofa No. 4
74204 Tibirinzi
Chake Chake

